

ARRETE PORTANT REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION CHEMIN D'ESPIAUBE DANS LE CADRE DE TRAVAUX RÉALISÉS PAR LA SOCIÉTÉ SEM-PER TRAVAUX

Le Maire de la commune de SAINT-PÉ-DE-BIGORRE,

Vu les articles L 2212-2 et L 2213-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la route ;

VU l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8^e partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

VU la demande en date du 04 avril 2025 par laquelle la société SEM-PER Travaux demande l'autorisation de réaliser le remplacement d'appuis télécom en lieu et place des existants sur le chemin d'Espiaube;

ARRETE :

Article 1 : La société SEM-PER Travaux est autorisée à empiéter sur la voie suivante : Chemin d'Espiaube, à compter du 7 avril 2025 jusqu'au 17 avril 2025 inclus pour permettre de réaliser le remplacement d'appuis télécom en lieu et place des existants.

Article 2 : La circulation sur le chemin d'Espiaube sera maintenue sur toute la période de travaux.

Article 3 : Pour la réalisation des travaux, l'entreprise SEM-PER Travaux empiètera sur la chaussée sur une largeur de 3 mètres.

Les voies de circulation seront réduites à une voie dans les deux sens de circulation pour garantir la sécurité du chantier et des usagers.

Article 4 : La société SOGEP mettra en place la signalisation nécessaire, par l'installation de feux tricolores alternant.

Article 5 : Le stationnement aux abords des travaux sera strictement interdit.

Article 6 : La vitesse sera limitée à 50 km/h aux abords des travaux.

Article 7 : La fourniture, la pose et la maintenance de la signalisation routière, conforme à l'Instruction Interministérielle ainsi que l'affichage du présent arrêté à chaque extrémité de la rue, seront assurées par la société SEM-PER Travaux.

Article 8 : Toute infraction aux dispositions du présent arrêté sera constatée et poursuivie conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 9 : Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa date de publication.

Article 10 : Ampliation du présent arrêté, affiché dans la commune de SAINT-PE DE BIGORRE sera transmise à

- Monsieur le Chef de Brigade de Gendarmerie d'ARGELES-GAZOST,
- Monsieur David SEMPER, société SEM-PER Travaux.

Fait à Saint-Pé-de-Bigorre, le 7 avril 2025.

Le Maire,

Jean-Claude BEAUQUESTE

PO 91.P


